



HAL
open science

**Concentration des terres agricoles sud-africaines:
Résidents noirs des fermes commerciales blanches dans
les ‘griffes’ de la production de faune et du tourisme
privé de luxe au Cap Oriental**

Nancy Andrew

► **To cite this version:**

Nancy Andrew. Concentration des terres agricoles sud-africaines: Résidents noirs des fermes commerciales blanches dans les ‘griffes’ de la production de faune et du tourisme privé de luxe au Cap Oriental. *Anthropology of Food*, 2015, 10.4000/aof.7929 . halshs-03182267

HAL Id: halshs-03182267

<https://shs.hal.science/halshs-03182267>

Submitted on 26 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anthropology of food

S11 | 2015 :
Gardiens de la terre

Concentration des terres agricoles sud-africaines

Résidents noirs des fermes commerciales blanches dans les 'griffes' de la production de faune et du tourisme privé de luxe au Cap Oriental

Land concentration in South Africa: Black farm dwellers caught in the 'claws' of wildlife production and private luxury tourism in the Eastern Cape

NANCY ANDREW
<https://doi.org/10.4000/aof.7929>

Résumés

Français English

L'expansion importante de la production de faune sauvage a modifié considérablement le paysage spatial et social du Cap Oriental à travers la fusion d'exploitations commerciales, en remplaçant bon nombre de ses activités agricoles et en déracinant la plupart des familles noires qui y travaillaient et résidaient. Cet article explore l'exemple des réserves privées de luxe commercialisées comme des espaces 'naturels', sans la moindre trace humaine, aux touristes étrangers aisés séduits par les descriptifs de 'l'expérience de la brousse africaine' dans des logements 4- ou 5-étoiles. Il analyse ce changement important de l'usage des terres par le biais des rapports fonciers et de travail - historiquement et actuellement -- les conditions de vie, les conséquences alimentaires, ainsi que les perspectives actuelles des familles suite à leur déplacement en raison de cette forme de tourisme de luxe international. Celui-ci s'est développé dans le contexte de la concentration foncière accrue à travers l'Afrique du Sud postapartheid, favorisée par l'environnement néolibéral, la mondialisation et l'échec de 20 ans de réforme agro-foncière.

The rapid expansion of wildlife production has significantly changed the social and spatial landscape of South Africa's Eastern Cape through the merging of white-owned commercial farms, replacing many of its agriculture activities and displacing most of the black families who lived and worked on them. The article looks at the example of luxury private game reserves, marketed as "natural" areas, devoid of traces of human existence, to wealthy international tourists enticed by descriptions of the 'African bush experience' in exclusive 4- or 5-star accommodations. It analyses the land and labour relations that, historically and currently, are the backdrop to this major land use change, food insecurity and other social impacts on black South African farm dweller families, as well as their future perspectives after being uprooted from the farms. This is part of a broader trend of growing land concentration in post-apartheid South Africa, facilitated by the neoliberal environment, globalisation and 20 years of failed market-led land reform.

Entrées d'index

Mots-clés : réserves de faune privées, réforme foncière, écotourisme, terres, travail agricole, sécurité alimentaire, apartheid, Afrique du Sud, néolibéralisme, mondialisation

Keywords : private game reserves, game farming, eco-tourism, wildlife, land reform, land use, farm labour, food security, South Africa, apartheid, neoliberalism, globalisation

Texte intégral

Introduction

- 1 Le nombre croissant de conversions des terres agricoles en activités liées à la production de faune sauvage en Afrique du Sud a induit une concentration foncière accélérée, voire une forme d'accaparement de terres¹. Ce problème se pose dans le contexte de la très modeste réforme agro-foncière nationale, mise en place il y a 20 ans à la fin de l'apartheid. Le phénomène de conversions touche environ 10 000 exploitations commerciales du pays, soit presque le quart du total sur le plan national, majoritairement détenues par les blancs (NAMC 2006). Certains propriétaires ajoutent l'élevage de faune et de gibier à leur production agricole habituelle, tandis que d'autres fusionnent leurs terres avec celles d'autres agriculteurs et en transforment entièrement l'utilisation. L'exploitation de la faune 'sauvage' est développée pour le commerce et la très lucrative vente aux enchères d'animaux vivants entre éleveurs, pour la viande fraîche et séchée, ainsi que pour la chasse aux trophées et les réserves touristiques privées. Cet article s'intéresse particulièrement à ce dernier cas de figure à l'égard des familles noires déplacées par les conversions. Il se fonde, dans cette optique, sur des recherches réalisées dans la région sud-centrale du Cap Oriental.
- 2 Les réserves de faune privées (*Private game reserves*, PGR) de luxe associent observation en safari d'animaux sauvages, hébergements et exclusivité au prix fort, ciblant essentiellement une clientèle internationale aisée. A travers le pays, on estime qu'il y a 700 *game lodges* haut de gamme² dans ce cadre de réserves privées. Cette offre ne propose pas de 'refuges rustiques' mais plutôt des pavillons pluri-étoilés, ultra-chics, qui rayonnent de tranquillité et de bon gout - expérience pour laquelle des touristes peuvent payer entre \$750 et \$2500 la nuit (le prix étant bien plus élevé pour les célébrités arrivant en jet privé³).
- 3 L'expansion des réserves privées de faune sauvage a considérablement modifié le paysage agricole au Cap Oriental, à la fois sur le plan spatial et social. La création d'un grand habitat pour les animaux a engendré la fusion de vastes étendues de terres se situant dans le District Sarah Baartman (Cacadu) au Cap Oriental, entre Grahamstown et Port Elisabeth. De la route nationale, on aperçoit de plus en plus d'élevages de girafes, de zèbres, diverses espèces d'antilopes et autres grands animaux de la brousse à la place des moutons, des chèvres et du bétail broutant l'herbe dans les prés et sur les collines verdoyantes. De même, les ouvriers agricoles travaillant dans les champs et leurs habitations sont bien moins visibles qu'auparavant. Les entrepreneurs des PGR commercialisent ces espaces comme 'naturels' et, ainsi, dépourvus de tout signe de vie humaine (Andrew, Brandt *et al* 2013).
- 4 L'industrie de la faune a organisé quelques enquêtes sur les perspectives de croissance et le rapport coûts/bénéfices pour son propre compte (Muir *et al* 2011 ; Langholz & Kerley 2006). Notre projet de recherche⁴, élaboré sur des questionnements posés par les autres enjeux afférents aux conversions des terres agricoles en production de faune pour le tourisme privé, interroge les implications sociales et foncières de ces processus pour les résidents noirs (*farm dwellers*) des exploitations converties par les agriculteurs blancs, soit dans un domaine très peu exploré auparavant (voir Luck 2006 et Connor 2007).
- 5 Cet article s'articule particulièrement autour de deux problématiques : comment les conversions reconfigurent-elles l'espace et à quel point contribuent-elles à l'apparente

concentration foncière dans le cadre de la période d'échec de la réforme agro-foncière en cours depuis 20 ans ? Quel en est l'impact social pour les familles expulsées des fermes commerciales pour la création de réserves privées de luxe au Cap Oriental, en termes de perspectives et de droits d'accès à la terre et de sécurité de la tenure foncière ainsi que d'autres changements de vie, de moyens d'existence et d'alimentation, et concernant leurs réseaux familiaux et sociaux ?

- 6 Les recherches ont été conduites dans les réserves privées⁵ autour de la Municipalité de Makana du Cap Oriental, mais aussi dans le pays avoisinant la Vallée de Sundays River. L'enquête de terrain a été menée principalement en 2011 et 2012 auprès de plusieurs catégories sociales impliquées directement ou indirectement dans la conversion des exploitations commerciales en réserves privées de faune : familles noires résidant, actuellement ou avant leur déplacement, dans les fermes ou PGR ; propriétaires ou gérants de celles-ci ; ONG et syndicats défendant les droits des populations agraires noires ; fonctionnaires de divers niveaux du gouvernement ; universitaires ; militants d'organisations politiques et membres d'associations d'agriculteurs blancs. Des méthodes qualitatives ont été privilégiées, notamment des entretiens et discussions individuelles ou en groupe. J'ai également profité des connaissances développées au sein du projet dans son ensemble, ainsi que de l'expérience des ONG présentes dans cette région. La littérature et les études portant sur la réforme agraire, l'industrie du *ranching* du gibier (*game farming*) et du tourisme, l'évolution du secteur agricole et les changements socio-économiques au sein de la société ainsi que sur les interventions de l'État depuis 1994 ont bien enrichi l'analyse de fond associée au travail de terrain.

L'appropriation des terres et des ressources pour reconfigurer l'espace

- 7 En Afrique du Sud plusieurs facteurs de continuité économique et sociale sont à l'origine du maintien du contrôle des terres et de la propriété privée par les exploitants blancs depuis la fin de l'apartheid formel. L'organisation du système foncier et la puissance politique des propriétaires terriens au sein de la société jouent un rôle déterminant à ce propos.
- 8 Les extrêmes inégalités raciales et sociales qui caractérisent les campagnes sud-africaines sont ancrées dans l'histoire de la dépossession de la population noire qui s'est produite durant la colonisation de peuplement et l'apartheid. Il existe en réalité deux campagnes : les anciens bantoustans où était confinée la majorité de la population noire et les exploitations privées, une division territoriale souvent abrégée « 13/87 » dans le passé : 13% des terres pour les bantoustans et les 87% pour les zones d'agriculture commerciale 'blanche'. Le déséquilibre foncier a légèrement changé, mais ce dernier secteur continue à dominer et façonner l'économie agraire dans son ensemble et à reproduire les disparités socio-économiques, bien que sous des formes parfois modifiées.

L'échelle des conversions des terres

- 9 Sur le plan national, les terres agricoles occupées par l'élevage de gibier et les réserves privées de chasse et de safari⁶ sont estimées à 20,5 millions d'hectares, selon l'ancien président de la *Wildlife Ranching Association*, Gert Dry (2011). Cela représente plus de 20% des terres agricoles sud-africaines (dont les deux-tiers ne conviennent pas à des cultures), sans compter les aires publiques protégées (7.5 millions ha). La moitié de ces fermes de gibier privées se trouvent dans la Province de Limpopo, à proximité des centres métropolitains de Pretoria et Johannesburg. Presque 20% sont dans la région aride du Cap du Nord, et 12% se trouvent dans le Cap Oriental (*ibid.* ; Thomas 2012).

- 10 En dehors de l'appropriation de ces terres agricoles, on assiste également à la privatisation de la faune 'sauvage' – ce qui pose bien des questions dans un contexte marqué par les discours de conservation des espèces et de préservation de la nature. Il y aurait 20 millions de têtes de faune en possession privée et leur reproduction sert un marché prospère d'achat et d'échanges (Dry 2015 ; voir aussi Snijders 2012:517).
- 11 Au Cap Oriental, la plupart des exploitants commerciaux sont éleveurs d'ovins mérinos, de chèvres angoras ou de bovins, et de troupeaux laitiers, et/ou pratiquent l'agriculture intensive de chicorée, d'ananas, d'agrumes et autres fruits. La vaste majorité d'entre eux a intégré à un niveau ou un autre la production de faune aux activités agricoles⁷.
- 12 Ce sont des propriétaires fonciers ayant accès à un capital plus important qui se lancent dans les entreprises de tourisme safari de luxe, achetant plusieurs exploitations commerciales avoisinantes pour établir des réserves privées. Dans le district de Cacadu étudié, ces réserves pouvaient atteindre entre 2 600 à 26 300 hectares. Selon l'organisation Indalo réunissant des gestionnaires de dix réserves privées, dont la majorité se situe entre les villes de Port Elizabeth et Grahamstown, environ 86 exploitations commerciales ayant cessé toute activité d'agriculture conventionnelle ont été converties, couvrant au total un territoire de 115 000 hectares (Muir 2011 *et al*). La plupart de ces réserves appartenant au groupe Indalo proposent des hébergements de 4 ou 5 étoiles à des prix élevés destinés à un marché international⁸. Dans les publicités, l'espace est redéfini, et l'image reconstruite et enjolivée d'une « nature vierge » (*wilderness*) évocatrice d'un 'passé lointain' prédomine⁹. C'est donc un espace déblayé de cordes à linge, de poulets et chiens domestiques, de jardins, de maisons et de familles de résidents noirs qui apparaît – comme si ces familles déplacées n'y avaient jamais habité.

Les changements macroéconomiques en 1994 et la concentration foncière

- 13 Le « compromis historique » de 1994 du Gouvernement d'Unité nationale – composé du Parti National, ancien parti présidant le régime d'apartheid, et du Congrès National Africain (ANC) - a ouvert la voie à la mise en œuvre d'une démocratie libérale formelle. Au cœur de cet accord négocié figurait la libéralisation de l'économie à toute allure.
- 14 Parallèlement, l'ANC a fait des promesses abondantes, radicales et généralisées à la population noire, avide de changements profonds et en plein effervescence politique. Ce rôle du nouveau partenaire de l'État était un élément central de la démocratie libérale, entre autre la représentation de l'idée qu'en votant pour Mandela, il serait réellement possible d'éliminer la pauvreté, de corriger les injustices de l'apartheid et de renverser le grand clivage racial et territorial hérité de l'époque coloniale ; en effet, il fallait que les luttes sociales provoquant en grande mesure la chute du régime de l'apartheid cessent.
- 15 Selon la stratégie politique et macroéconomique mise en œuvre, le développement social aurait dû être financé par une croissance capitaliste dérégulée et davantage privatisée. Ces politiques s'appuyaient aussi sur l'intégration plus importante du pays au marché global pour inciter à une compétitivité plus forte et pour consolider la position de l'Afrique du Sud vis-à-vis d'autres économies dans la région (ANC 1994 ; Viljoen 2005).
- 16 En ce qui concerne l'agriculture commerciale, cette libéralisation visait le renforcement d'une production à grande échelle, de plus en plus destinée à l'exportation, ce qui a avantagé les industries agro-alimentaires et une part importante des propriétaires fonciers blancs établis dans le secteur¹⁰. Dans les faits, elle a accéléré les politiques de concentration et de « rationalisation » du secteur déjà appliquées au moment de la crise économique des années 1980. Il s'agissait du regroupement des exploitations en unités plus grandes et de la suppression des subventions publiques, celles-ci ayant permis à des milliers d'agriculteurs blancs de se maintenir à flot pendant des décennies sous l'État de l'apartheid¹¹.

- 17 En dépit du grand besoin social de terres pour la majorité noire, les concepts de la réforme agro-foncière ont été largement soumis à ces impératifs de l'agriculture commerciale, avec le raffermissement du marché foncier comme préoccupation centrale.
- 18 Ces tendances plongent donc leurs racines dans l'ensemble de l'organisation du système foncier hérité de l'apartheid et dans les mesures de sortie de crise adoptées avant l'effondrement du régime dirigeant ce système. Mais elles sont rapidement reconduites par les politiques de l'ANC depuis 1994 alors même que les narratifs de ce nouveau gouvernement ont beaucoup insisté sur la réforme foncière démocratique. Cette dernière devait redistribuer 30% des terres privées aux mains des blancs, restituer celles injustement saisies par l'apartheid et étendre la sécurité de la tenure sous diverses formes (ANC 1994, 2009).
- 19 On observe ainsi une forte continuité avec le système foncier et la division spatiale et sociale du passé, ce qui se traduit notamment par une concentration de la propriété des terres agricoles privées. En 1996, le nombre d'exploitations agricoles détenues par des propriétaires blancs s'élevait à 60 000 ; en 2002, il a baissé de 25% à 45 000, et en 2013, à 39 000 (soit moins un tiers). En somme, du fait des très modestes transferts de terre ayant eu lieu ces vingt dernières années, moins d'exploitants blancs occupent et maintiennent le contrôle sur presque un même pourcentage du sol qu'en 1994, à la fin de l'apartheid.
- 20 La fusion des fermes pour les réserves de faune privées a accéléré ce processus plus généralisé de concentration, comme nous avons pu l'observer dans le Cap Oriental.
- 21 Afin d'établir un espace pour les élevages de faune, les agriculteurs se sont soit accaparés des fermes commerciales individuelles contiguës, soit ont développé de nouveaux partenariats élargis avec d'autres propriétaires de la région. Dans la majorité des cas, une injection importante de capitaux domestiques et/ou étrangers fut nécessaire pour acquérir des terres, des animaux reproducteurs et pour construire des clôtures plus hautes pour les confiner. Ces capitaux ont également été indispensables pour financer des pavillons et des infrastructures somptueuses et pour initier la commercialisation des sites. Les actionnaires de grandes entreprises étrangères impliquées dans le tourisme mondial, participent ainsi à quelques-unes des réserves privées dans cette région (Andrew et al 2013: 110).

Raisons motivant les conversions et les discours de légitimation

- 22 Les gérants et propriétaires des réserves privées interrogés ont évoqué diverses raisons pour le changement de leurs activités et de l'usage du sol. Certains étaient persuadés que la production de faune sauvage accroîtrait la valeur de leurs terres, surtout comparées à celles de qualité parfois médiocre utilisées pour l'élevage de bétail commercial¹².
- 23 Dans le contexte macroéconomique souligné dessus, certains d'entre eux ont mis l'accent sur la concurrence accrue, la mondialisation ou encore la modernisation du secteur et un repositionnement par rapport aux grandes sociétés agro-alimentaires. Au Cap Oriental certains exploitants ont parlé d'une baisse du marché de la laine mérinos et l'angora. Il est clair qu'au moment de changer d'activité, ces agriculteurs ont été influencés par les pronostics «roses» dans les rapports sortis par l'industrie de la faune (Langholz & Kerley 2006) d'un taux de marge par hectare bien supérieur à l'agriculture conventionnelle. Pourtant, selon d'autres chiffres de cette industrie (Dry 2011), l'élevage de gibier se positionne au sein de l'agriculture commerciale bien en-dessous de la viande rouge, du maïs et juste après l'horticulture en termes de revenus. Cette même synthèse constate que bon nombre de réserves touristiques privées fonctionnent à perte, obligées de fermer certains pavillons et de licencier du personnel (Thomas 2012 :35), ce qui soulève des questions sur les motivations économiques des conversions en PGR de luxe.

- 24 Les réformes nationales du travail ont établi un salaire minimum dans le secteur de l'agriculture commerciale à partir de 2001, très inégalement appliqué et entraînant une réduction précipitée de l'effectif de la main d'œuvre ainsi que sa précarisation. L'ensemble des conditions de vie, la rémunération très basse et aléatoire des ouvrier(e)s ainsi que des arrangements informels entre eux/elles et le propriétaire de la ferme, évoqués plus en détail ci-dessous, figurent de manière primordiale dans les stratégies d'accumulation pour ce dernier. En outre une résistance de la part de certains exploitants blancs, dont la marge est moins solide, à se conformer aux nouvelles échelles de salaires déjà faibles est courant dans le secteur commercial et rarement sanctionnée par la loi¹³.
- 25 Pour ceux qui se spécialisent dans l'élevage de faune et de gibier pour la chasse, en partie à cause du moindre besoin en main d'œuvre, (limitée surtout à la maintenance des clôtures et aux traqueurs), la réduction des coûts de salaires constituait une raison importante (Mkhize 2012:110). Les établissements PGR haut de gamme par contre recherchent différents types de personnel pour encadrer et gérer le tourisme international (rangers, sécurité, accueil, management), ce qui entraîne des coûts salariaux bien plus onéreux que pour le travail agricole général.
- 26 Les effets bénéfiques escomptés : « développement social », « amélioration de la vie des communautés »- également présentés comme une politique de Responsabilité sociale de l'entreprise -sont fortement contestés par les ONG du secteur foncier ainsi que par les employés eux-mêmes et leurs familles. Au Cap Oriental les porte-paroles de relations publiques des grandes PGR de luxe se vantent de la création d'emplois, de meilleurs salaires, de programmes de formation, ou parfois de la construction d'une école dans les *settlements* informels à proximité. Pour vendre leur produit touristique, ils font plus que promouvoir la séduction d'une « expérience exclusive de la brousse africaine », ils vont jusqu'à instrumentaliser et commercialiser la conscience sociale des consommateurs face aux inégalités et à la pauvreté bien connues en Afrique du Sud¹⁴. En réalité ces publicités les exhortent à mitiger les effets même d'un processus qui, à quelques exceptions près, semble non seulement offrir des avantages minimes pour les communautés locales, mais en fait exacerbe la situation pour la majorité touchée par les expulsions, ainsi que leurs perspectives futures.
- 27 Certains investisseurs et propriétaires fonciers interrogés se disent motivés par leur passion pour la préservation de la nature, la biodiversité et l'amélioration des espèces en décidant de se convertir à l'exploitation de la de faune. Toutefois la logique qui prédomine est celle de la marchandisation de la nature, de la faune et des services associés- en d'autres termes, la rentabilité réelle ou potentielle des espaces naturels créés dans le cadre du régime de propriété privée¹⁵. Les discours de l'industrie légitiment cette logique par les affirmations telles que « *l'élevage de la faune représente une utilisation efficace des ressources, génère une faible teneur en carbone, est vert et favorable à l'emploi* » (Dry 2011). Au-delà de son énorme impact social, l'empreinte carbone du *ranching* de gibier et de faune reste à calculer.
- 28 D'autres propriétaires fonciers étaient persuadés qu'une activité liée ostensiblement à la conservation les épargnerait de toute contrainte éventuelle de vendre leurs fermes au gouvernement pour le programme de redistribution foncière (ou l'infime possibilité d'expropriation, utilisée très rarement depuis l'introduction de la réforme agraire). Il n'existe pas de politique officielle à cet effet, mais les fonctionnaires du département provincial du Développement Rural et de la Réforme Foncière affirmaient en 2011 ne pas connaître de projets de redistribution sur les terres reconverties en réserves privées.

Une réforme agro-foncière inopérante

- 29 La réforme en trois volets visait la redistribution d'une partie des terres agricoles privées, la restitution de terres saisies par les lois et pratiques de l'apartheid, et la sécurité de la tenure foncière pour la population habitant les anciens bantoustans et pour la main d'œuvre agricole dans les exploitations commerciales.
- 30 Tous les volets de la réforme sont organisés autour de l'achat assisté par l'État de fermes privées blanches (ou une partie de celles-ci) au prix du marché. Malgré une

première orientation déclarée en faveur des bénéficiaires les plus démunis de la population rurale, y compris la main d'œuvre agricole et les *labour tenants*¹⁶, le programme de redistribution des terres a évolué vers un soutien à une sélection d'exploitants noirs pouvant s'intégrer dans le secteur agricole commercial. Cette ouverture du secteur réservé auparavant aux blancs a été baptisée la « déracialisation ». La réforme a été dans l'ensemble un échec frappant, sur les plans qualitatif et quantitatif – moins de 8% des terres transférées en 20 ans, dont la moitié a été revendue depuis à des exploitants blancs¹⁷.

31 Plusieurs études, confirmées par nos recherches dans différentes provinces depuis 1996, ont montré qu'il existe une demande de terre considérable de la part des ouvriers agricoles et les *labour tenants*, dont l'attachement à la terre et à l'agriculture familiale reste fort, malgré les possibilités limitées de l'exploiter pleinement jusqu'à présent.

32 La réforme de la tenure foncière avait donc conçu une meilleure sécurité de la tenure et/ou des droits fonciers modestes pour cette catégorie sociale ayant habité et travaillé dans les fermes blanches depuis longtemps¹⁸. Pourtant elle s'est montrée presque impossible à mettre en vigueur, du fait de l'opposition déchainée des propriétaires blancs, organisés politiquement, juridiquement et parfois militairement d'une part et, de l'autre, de la volonté mitigée dont a fait preuve l'État, ainsi que les difficultés des nouveaux gouvernements locaux à s'imposer dans ces campagnes où les anciens réseaux d'autorité 'blanche' exercent toujours une influence importante (Andrew 1999, 2015).

33 Plutôt que d'affronter ces paradoxes induits par l'écart entre les changements prévus par la loi et la réalité dans les zones rurales, l'ANC tente, par des discours populistes¹⁹, d'orienter la frustration vers les voies institutionnelles et juridiques – et c'est là où la réforme sur la tenure foncière se trouve encore aujourd'hui dans une impasse. Une série de projets de lois, étudiés au cours des dernières années, tentent toutefois de ressusciter et améliorer les actes de 1996 et 1997 et d'introduire de nouvelles propositions, qui s'avèrent également sujets de vives controverses²⁰.

Rapports sociaux dans les exploitations commerciales blanches

34 Bien au-delà du contrôle des ressources du sol, la propriété foncière cristallise les rapports entre les personnes impliquées dans la production agricole au sein d'un système social donné, que ce soit dans les économies entièrement capitalistes des pays industrialisés, ou dans les pays du Sud où différents éléments de précapitalisme sont profondément imbriqués à un développement capitaliste inégal et dépendant.

35 Tout comme l'agriculture qu'elles remplacent, les activités autour de l'élevage de la faune s'appuient encore sur l'ensemble de rapports sociaux et d'inégalités institutionnalisées ainsi que les pratiques sociales ancrées dans le monopole des terres agricoles par les exploitants blancs. Ces relations fonctionnent à l'avantage de ces derniers et sont renouvelées sous les conditions postapartheid. Les changements juridiques et constitutionnels en ont modifié certains aspects mais la structure des rapports de propriété sous-jacents reste quasi-indemne.

36 Les pratiques sociales issues de la relation maître/serviteur dans les exploitations détenues par des propriétaires blancs évoluent, sans pour autant faire disparaître de nombreux aspects opprimeurs. En d'autres termes, ces pratiques restent au fondement de l'agriculture capitaliste dans le cadre d'une relative « modernisation » du secteur, tout en incorporant et reproduisant des vestiges non-capitalistes du passé. Les exploitants consultent les marchés en temps réel avec leur ordinateur tandis que la main d'œuvre travaille et habite hors de la vue des familles blanches dans des conditions dégradantes se servant de lampes à paraffine. Ces conditions ont été depuis longtemps dénoncées par les ONG) et centres d'aide juridique²¹. Parallèlement, comme dans d'autres pays, la mécanisation et la libéralisation capitalistes ont réduit le travail agricole et contribué à la création d'un excédent de main d'œuvre rurale, qui vit dans des conditions parfois pires encore que celles des fermes commerciales privées.

- 37 Dans cet univers assez isolé, les rapports entre *baas* et *farm dwellers* ne relèvent donc pas d'un simple échange de travail pour l'argent. Les personnes interviewées décrivent de longues heures de labeur, des salaires bas dont une partie en nourriture, des structures rudimentaires servant de maisons et appartenant au propriétaire, très souvent sans eau propre, électricité ni sanitaires. Pour plusieurs d'entre eux, l'accès à un lopin de terre et au 'droit' de faire paître quelques têtes de bétail (leur réduction en nombre étant un sujet de conflit incessant) a pu motiver le fait qu'elles n'aient pas abandonné ces conditions d'exploitation intense de leur propre gré, suite à la suppression des laissez-passer²² au milieu des années 1980. Les familles connaissent très bien les difficultés de trouver un travail en dehors de l'agriculture et l'élevage, ce qui diminue leurs attentes et pèse lourdement sur les véritables perspectives. Des jeunes, surtout des hommes, sont partis en ville et, selon leurs parents restés à la campagne, ils seraient nombreux à flâner dans les townships, sans travail. Leur retour dans les exploitations après une période d'errance suscite parfois des conflits avec le propriétaire blanc.
- 38 L'exploitant, ou son gérant, contrôle les va-et-vient de « sa » main d'œuvre à l'extérieur (courses, médical, église, visites de membres de famille et d'amis) ainsi que les moyens de transport en ville. Le système de crédit toujours en place dans les fermes endette les familles en permanence et ne va pas sans rappeler des pratiques quasi-féodales. Il entraîne toute une autre série de dépendances à l'égard du propriétaire. Les familles interrogées (au cours de plusieurs terrains de recherche dans quatre provinces différentes) évoquaient souvent la menace d'expulsion de la ferme qui plane sur elles à tout moment (Andrew 2005, 2015). Et pour de bonnes raisons : suite à l'introduction de la réforme foncière, les expulsions des ouvriers agricoles et *labour tenants* des fermes blanches ont augmenté vertigineusement à travers l'Afrique du Sud²³. Dans le secteur du ranching de gibier, pendant une vague de conversions au début des années 1990, de nombreuses familles étaient déplacées de force après le licenciement de celui qui y était employé (Naidoo 2011).

Enquête auprès des familles noires déplacées des fermes converties en réserves privées

- 39 Sur ce fond de la situation plus générale des *farm dwellers*, l'enquête a révélé en 2011 qu'à la place des évictions directes, les propriétaires ont exercé de fortes pressions les contraignant à partir : arrêt de leurs salaires, suppression des transports, verrouillage de l'accès aux routes et aux portails de la ferme et destruction de leurs maisons. Nos interlocuteurs ont également décrit l'effroi suscité par la présence d'animaux sauvages introduits sur place²⁴. Des propriétaires fonciers ont proposé à certaines familles une modique somme d'argent pour quitter les lieux, et elles avouent aujourd'hui n'avoir pas envisagé des implications à long terme de leur déplacement et ce à quoi elles renonçaient objectivement, malgré les conflits et les difficultés qu'ils ont vécus dans ces fermes.

Famille d'ouvriers agricoles habitant un township rural près de Port Elisabeth au Cap Oriental après avoir été déplacé d'une exploitation commerciale blanche convertie à une réserve privée de faune.



Photo : N. Andrew

40 La majorité a fini par s'installer dans des *settlements* informels à proximité, sans eau courante ni électricité, ou dans de grands townships (Paterson, Grahamstown ou Alicedale). Des fonctionnaires de Grahamstown ont noté la croissance nette des townships situés autour de la ville suite à l'arrivée de familles déplacées des fermes dans cette région du Cap Oriental. Cet accroissement a mis à rude épreuve les services et les ressources de la municipalité. Toutes les expulsions dans cette région ne sont pas le résultat de conversions en exploitation de la faune, mais un nombre considérable de personnes interviewées avait vécu dans les fermes devenues des réserves privées.

41 Les familles interrogées habitant actuellement dans des villages ruraux informels mènent pour la plupart une vie très marginale. Elles ont construit de simples baraques pour loger leur famille étendue, bien que souvent leurs liens personnels et sociaux aient été perturbés, voire rompus après le départ des fermes commerciales. Une vache ou deux paissent illégalement et des poulets picorent. Lorsqu'on leur a demandé comment elles font face au chômage et à la pauvreté, elles ont répondu fréquemment : « *nous survivons d'une pension et d'un salaire à temps partiel ou saisonnier et sommes épaulés par nos réseaux familiaux et amicaux* » (Andrew et al 2013 :119).

42 Dans cette sous-région, les grands PGR de luxe ont pu recruter certains des ouvriers agricoles déplacés par les conversions pour les emplois subalternes de bas salaire. Les femmes faisant le travail ménager (cuisine, chambres, ménage) appartenaient à une catégorie appelée hospitalité ; elles sont mieux payées que les hommes qui assurent la sécurité ou la maintenance dans ces établissements haut de gamme. Un emploi PGR est souvent la seule ressource pour subvenir aux besoins d'une unité familiale de 7 à 12 personnes, parfois conjugué avec une pension senior ou une subvention publique aux jeunes enfants. Ces PGR fonctionnaient bien plus comme des entreprises (par ex. fiches de paie informatisées...) que les fermes avoisinantes ; les femmes interrogées en 2011 se plaignaient de certains aspects comme la distribution inégalitaire des pourboires laissés par les clients, selon elles empochés parfois par les managers, et elles redoutaient la perte de leurs emplois du fait de l'instabilité de ce type de tourisme.

L'impact foncier : une séparation de la terre accélérée

43 La séparation des *farm dwellers* de la terre représente un versant dramatique de la concentration des terres pour le tourisme de faune. Des entretiens ont confirmé que beaucoup d'entre eux avaient accès à la terre pour le bétail et les cultures dans les exploitations où ils vivaient et travaillaient auparavant, avec des exceptions. Plusieurs personnes ont dit qu'elles croyaient qu'un gouvernement noir leur accorderait le droit à la terre dans ces fermes après le changement de pouvoir en 1994. Un ouvrier agricole vivant à présent dans un *settlement* informel nous a dit : « *Du gouvernement j'attends un endroit où je pourrais m'installer et des terres pour laisser pâître mes bêtes, au lieu*

de les attacher à la maison » (riant et pointant du doigt à sa vache à l'extérieur). « *J'ai envie d'un terrain à labourer et de pouvoir planter au lieu d'acheter à manger.* »

44 Certaines femmes interrogées ont déclaré leur ambition de « *travailler pour notre propre compte* ». Elles ont invoqué la volonté d'être indépendantes, d'avoir une sécurité de tenure, de disposer d'un lieu où « *aucun agriculteur blanc ne pourrait venir nous virer de notre maison* ». Une femme a déclaré qu'elle abandonnerait immédiatement son salaire à la réserve privée à côté si elle pouvait avoir accès à son propre terrain et disposait des outils pour le cultiver, tout en sachant qu'elle gagnerait bien moins.

45 La demande de terres fut toutefois variable, les familles ne voyant pas une réelle possibilité d'avoir de la terre. Certaines femmes, surtout, ont exprimé un soulagement de se retrouver dans un environnement plus sociable et moins isolé que celui des fermes. Mais à part la minorité ayant des emplois à plein temps, les personnes de tout âge estimaient n'avoir que de piètres perspectives tangibles et s'inquiétaient pour l'avenir de leurs enfants et petits-enfants.

46 Malgré le fort intérêt pour la terre, mêlé de désillusions, et malgré leur souhait de se lancer dans l'agriculture (ou, en l'occurrence, de labourer le sol pour compléter un travail saisonnier pendant la récolte des pêches ou un travail ponctuel réparant des routes locales par exemple), ces familles agricoles déracinées par la production de faune manquaient visiblement de connaissances de leurs droits fonciers et de la réforme agro-foncière en général. Cela semble expliquer en partie le niveau relativement faible de résistance dans la province contre l'impuissance de la réforme et contre les déplacements et les expulsions – légales ou illégales – très durement vécus. Il est à noter des exceptions importantes de communautés et de groupes de résidents noirs qui ont résisté, mais qui ont, *in fine*, été frustrés par la bureaucratie et la quasi-inaccessibilité du Département de réforme foncière et du développement rural dans ces zones ²⁵.

Des lions prélassent à Sidbury au Cap Oriental



Le propriétaire d'une grande réserve privée et d'hébergements 5-étoiles a fait expulser toute une communauté de résidents noirs (farm dwellers) travaillant dans les fermes commerciales alentour. Malgré des droits fonciers théoriques dans le cadre de la réforme foncière sud-africaine, ces familles n'arrivent pas à avoir accès à des terres pour se pour rétablir leur communauté.

Photo : N. Andrew

47 En même temps, cette absence de connaissances a pu être interprétée par le gouvernement comme l'expression d'un désintérêt pour la terre, voire comme l'absence d'ambitions à poursuivre l'agriculture ou d'autres activités nécessitant des terres. Or, ce n'est pas comme si les résidents noirs des fermes avaient été consultés avant leur expulsion. Cette (fausse) présomption de la part de certains acteurs du gouvernement et des propriétaires se prête au renforcement du *statu quo* et à un affaiblissement des droits fonciers, pourtant déjà modestes, de ces familles, en dépit du fait qu'ils existent formellement dans un cadre légal (non appliqué). Ce positionnement fataliste facilite ainsi la conversion des grandes exploitations en production de faune et en tourisme,

ceci sans la moindre considération pour ces droits ou pour le bien-être des habitants noirs des fermes. Il contribue également à une situation où les déplacements et expulsions des familles sont rarement mis en cause sur le plan social ou juridique, comme des ONG l'ont affirmé à maintes reprises (Entretiens ECARP 2011, 2012, SCLC 2011).

48 Un responsable municipal à Grahamstown a résumé la situation ainsi :

« Quel que soit le cas particulier, l'effet négatif de la perte de terres agricoles concédées aux réserves apparaît très nettement. Tellement de gens sont obligés de relocaliser... ils veulent rester dans un environnement agricole mais on les a poussé dehors. Les ouvriers agricoles sont ceux qui présentent le plus d'intérêt pour les terres, mais ils constituent l'un des groupes les plus vulnérables que l'on puisse rencontrer ».

Agro-villages

49 La « solution » privilégiée envisagée repose sur l'installation de résidents noirs des fermes blanches dans des « agro-villages », c'est-à-dire des lotissements en milieu rural plus ou moins formalisés. Les exploitants blancs encouragent ce projet pour plusieurs raisons. En premier lieu, ils pensent que la prise en charge des services et maisons potentiels reviendrait à l'État et faciliterait le déplacement de davantage encore de familles noires occupant des maisons dans les fermes et les réserves privées.

50 Certains propriétaires interviewés ont déclaré soutenir ce qu'ils qualifient de « l'expulsion de leur problème » en des termes porteurs d'un paternalisme peu dissimulé : plutôt que de bénéficier d'un droit foncier sur les terres où ils ont vécu et travaillé dans les exploitations privées, ces « pauvres gens » devraient convertir ce droit en un « bien personnel » - c'est-à-dire, éventuellement, une petite maison- sans terre - dans un agro-village. En second lieu, la disponibilité d'un réservoir de main d'œuvre peu chère arrange aussi les exploitants et gestionnaires des PGR. En outre, l'appellation *agri-village* est d'ores et déjà appliquée à certains *settlements* informels et sans service dans cette région du Cap Oriental. Plusieurs fonctionnaires n'approuvent pas l'idée d'agro-villages, car, comme ils l'ont dit officieusement, un « grand nombre de townships en milieux urbain et rural ne bénéficie déjà pas de services et de nouveaux logements, 18 ans après l'apartheid » et ils doutent ainsi fort que ces villages deviennent une priorité pour l'État.

L'utilisation des terres pour le tourisme privé compromet-elle la sécurité alimentaire ?

51 La sécurité alimentaire est un autre thème controversé de cette utilisation de vastes territoires pour la faune sauvage au moment où l'industrie agroalimentaire se spécialise de plus en plus dans l'agriculture d'exportation plus lucrative. Si des éleveurs de gibier et de faune contestent l'accusation qu'ils amoindrieraient la production alimentaire, en insistant sur les produits de venaison séché et frais disponibles sur le marché, l'accès réduit à la nourriture pour les *farm dwellers* noirs et les moyens de la produire- en l'occurrence des lopins de terre -ont pourtant des retombées qui débordent les aspects évoqués jusqu'à présent.

52 Certaines personnes ayant dû quitter les fermes ont déclaré que leur budget ne leur permettait pas de faire les courses aux supermarchés en ville et qu'elles devaient limiter leurs achats mensuels à la farine de maïs, au sucre et au sel. Ils se plaignaient de l'absence de produits locaux moins chers sur les marchés informels en milieu rural et de terrains pour cultiver du maïs et des légumes pour leur propre consommation et se moquaient de l'idée qu'ils pourraient acheter de la viande de gibier issue de l'élevage de la faune qui les a remplacés dans les fermes.

53 Les décisions macroéconomiques concernant les produits d'exportation à forte valeur ajoutée ont également des répercussions. Plusieurs années plus tard, on voit que les importations de denrées alimentaires comme les huiles, le riz, le blé et les légumes ont

augmenté de 40% de 2008 à 2009, dépassant légèrement les exportations (DAFF 2009). Puisque la viande de gibier rapporte trois fois le prix de la viande rouge ordinaire, les éleveurs veulent accroître leur part actuelle qui est de 10% des exportations de viande rouge (Thomas 2012: 34).

Conclusion

- 54 Les dynamiques de conversion de terres agricoles en production de faune et en tourisme privé reposent sur le système foncier et les rapports sociaux qui y sont associés - durant et *après* l'apartheid. Vu sous l'angle de leur impact sur les populations locales noires dans et autour des exploitations commerciales blanches, notamment les *farm dwellers*, ce changement spatial, foncier et social ressemble à une variante d'accaparement des terres : l'appropriation et la fusion de propriétés agricoles sous le contrôle continu des agriculteurs et propriétaires fonciers, en majorité blancs. L'accélération de la concentration foncière est d'autant plus marquante dans une période de réforme agraire nationale visant la diversification de la propriété foncière, l'accès et les droits à la terre étant entravés depuis si longtemps en Afrique du Sud.
- 55 Cette conséquence de l'élevage de la faune et du tourisme de luxe dans le Cap Oriental correspond à un processus dépassant le secteur agricole commercial. Malgré des différences importantes entre les deux époques, elle reflète non seulement l'héritage de l'organisation sociale coloniale et de l'apartheid façonnée par le monopole des terres et l'emprise des artères clés de l'économie par la minorité blanche, mais aussi les politiques de libéralisation post-1994 qui, entres autres conséquences, ont consolidé l'agriculture capitaliste à grande échelle.
- 56 Aujourd'hui l'entière intégration de l'Afrique du Sud dans la mondialisation agit de manière encore plus puissante sur les dynamiques internes de l'économie et la société du pays. Entre autres, la production agricole pour l'exportation est fortement influencée par les marchés financiers et spéculatifs des matières premières. La terre est souvent retirée de la production alimentaire, comme l'exemple de l'élevage extensif de faune et de gibier pour la chasse et le tourisme le démontre, ou encore comme le cas de l'industrie des agrocarburants en plein essor. Cela ne peut que compromettre l'agriculture locale, et surtout son potentiel de développement au sein des populations noires rurales qui en ont le plus besoin, un potentiel qui est davantage handicapé par la teneur et la portée si limitées de la réforme agraire, soldée par un échec ces dernières 20 années.
- 57 Bien que rarement confrontées, l'échelle de la reconfiguration spatiale et sociale de l'espace engendrée par l'exploitation de la faune est proportionnelle à son impact négatif, notamment l'échelle des déplacements et déracinements des familles noires vivant et travaillant auparavant dans les fermes commerciales.
- 58 En apparence, les réserves privées de luxe sont organisées comme des entreprises contemporaines ; pourtant elles incorporent des inégalités profondes et d'une certaine manière les renforcent. Les séquelles sociales et foncières sont variables, mais les recherches confirment une précarisation de la situation de la plupart de ces familles, assortie de l'affaiblissement de leurs droits et des liens qui les unissent à la terre. Pour le grand nombre de résidents des fermes déjà expulsés établir un véritable droit foncier malgré une longue présence dans les fermes privées s'avère presque impossible dans le cadre législatif et politique actuel. Sans que les populations rurales sortent des 'griffes' du système de propriété capitaliste sous-tendant l'économie sud-africaine et la démocratie libérale, en dépit des divers scénarios de réforme, ce *statu quo* continuera à accorder plus d'importance au tourisme de luxe qu'au développement rural et aux possibilités des familles noires d'agir autrement pour transformer leur situation.

Bibliographie

ANC (AFRICAN NATIONAL CONGRESS) (2014) Manifesto: Together we move South Africa forward.

ANC (2009) Manifesto Working together we can do more.

ANC (1994) Reconstruction and Development Programme. Umanyano Publications, [Johannesburg].

ANDREW, N. (2015) Raisons et raisins de la colère dans les fermes commerciales à l'ombre d'une réforme agro-foncière impuissante en Afrique du Sud dans Afrique du Sud : Vingt ans de démocratie contrastée, R. Porteilla, J. Hayem, P. Dika, M. Séverin (dir) Harmattan [Paris] sous presse.

--- (2014) Une évaluation critique de la réforme foncière, Recherches Internationales, numéro spécial : Afrique du Sud : 20 ans de démocratie ?, 101, 115-133.

--- (2009) La réforme du système foncier en Afrique du Sud : le conflit qui refuse de disparaître, Institut français de relations internationales, Paris, Notes de l'IFRI [Paris].

--- (2005) Réforme agraire et dynamiques sociales du conflit foncier dans les campagnes sud-africaines, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Paris Descartes.

--- (1999) Le conflit foncier dans les exploitations agricoles blanches – le cas des **labour tenants** dans le Mpumalanga, In D. Darbon (dir), L'après-Mandela, Enjeux sud-africains et régionaux, 401-424, Karthala [Paris].

ANDREW, N., F. BRANDT, D. SNIJDERS, M. SPIERENBURG & N. MKHIZE (2013) Land consolidation and the expansion of game farming in South Africa: impacts on farm dwellers' livelihoods and land rights in the Eastern Cape. In S. Evers et al. (dir) Africa for Sale – Positioning the State, Land and Society in Foreign Large-scale Land Acquisitions. Brill Academic Publishers, 97-130 [Leiden, Boston]

BROCKINGTON, D. & J. IGOE (2006) Eviction for Conservation: A Global Overview, Conservation and Society 4:3: 424-470.

BROOKS, S., M. SPIERENBURG, L. VAN BRAKEL, K. LUKHOZI (2011) Creating a commodified wilderness: Tourism, private game farming and 'third nature' landscapes in KwaZulu-Natal, Tijdschrift voor Economische en Social Geografie, 102(3), 260-274.

CONNOR, T. (2005) Locality and belonging in the Sundays River Valley: Farm workers and the Greater Addo Elephant National Park, E. Cape. Social Dynamics 31:1, 59-83.

DAFF (DEPARTMENT OF AGRICULTURE, FORESTRY AND FISHERIES) (2009) Agriculture Strategic plan 2009/2010.

DE SCHUTTER, O. (2011) How not to think of land-grabbing: three critiques of large-scale investments in farmland. Journal of Peasant Studies, 38(2), 249-279.

DOI : 10.1080/03066150.2011.559008

DRDLR (DEPARTMENT OF RURAL DEVELOPMENT AND LAND REFORM) (2014) Final proposals on strengthening the relative rights of people working the land. 21 February [Pretoria].

--- (2013) Extension of Security of Tenure Amendment Bill, 2013, 14 octobre. <http://www.ruraldevelopment.gov.za/legislation-and-policies/file/1957-extension-of-security-of-tenure-amendment-bill-2013>

--- (2011) Green Paper on Land Reform 2011, 31 août.

DRY, G. (2015) Wildlife ranching – an industry of the Future, Presentation Northwest University, mai.

--- (2011) Commercial wildlife ranching's contribution to a resource efficient, low carbon pro-employment green economy, 7th International Wildlife Ranching Symposium, Kimberly, octobre.

FAIRHEAD, J., M. LEACH, I. SCOONES (2012) Green grabbing – a new appropriation of nature?, Journal of Peasant Studies 39(2) :237-261.

DOI : 10.1080/03066150.2012.671770

GREENBERG, S. (2003) Land reform and transition in South Africa. Transformation: Critical Perspectives on Southern Africa 52(1):42-67.

GUYOT, S. (2011) The Eco-Frontier Paradigm: Rethinking the Links between Space, Nature and Politics Geopolitics, 16(3): 675-706.

LANGHOLZ, J., G. KERLEY (2006) Combining conservation and development on private lands: an assessment of eco-tourism-based private game reserves in the Eastern Cape. Centre for African Conservation Ecology Report no.56. Nelson Mandela Metropolitan University.

LUCK, K. (2005) Farm workers and land tenure reform: The case of game farming in Hope Fountain in the Eastern Cape. Social Dynamics 31(1):84-103.

DOI : 10.1080/02533950508628697

MASINGA, S. (2012) South Africa: R28m to help struggling land reform farms, Government Communication and Information System, 23 février.

MKHIZE, N. (2012) Private game reserves and the tenure Security of farm workers and dwellers in Cradock- Implications for Tenure reform in South Africa, Doctorat en sociologie, University of Cape Town.

MUIR, A., A. SKOWNO, G. KERLEY (2011) Combining conservation and socio-economic development: An assessment of eco-tourism-based private game reserves in the Eastern Cape, A report commissioned by Indalo [Port Elizabeth].

NAIDOO, L. (2011) Poverty and insecurity of farm workers and dwellers in post-apartheid South Africa, in P. Hebbinck and C. Shackleton (dir.) Reforming Land and Resource Use in South Africa: Impact on Livelihoods. Routledge, 188-208 [Oxford, New York].

NAMC (NATIONAL AGRICULTURAL MARKETING COUNCIL) (2006) Report on the Investigation to identify problems for sustainable growth and development in South African wildlife ranching [Pretoria].

NTSEBEZA, L. & R. HALL (2007) The Land question in South Africa, HSRC [Cape Town].

REPUBLIC OF SOUTH AFRICA (2010) Draft Land Tenure Security Bill.

SARR, S. (2014) Accaparement des terres en Afrique: Nouvelles formes de colonisation ou 'business as usual' ?, Note d'Analyse Politique n° 17, Thinking Africa.

SNIJDERS, D. (2012) Wild Property and its boundaries – on wildlife policy and rural consequence in South Africa, Journal of Peasant Studies, 39(2):503-520.

STATISTICS SOUTH AFRICA (2005) Census of Commercial Agriculture 2002 Financial and Production statistics [Pretoria].

THOMAS, S. (2012) Wildly Successful – Game Farming, the Industry is Booming, Financial Mail, 6 avril. 29-36.

VAN ZYL, J, J. KIRSTEN, H. BINSWANGER (1996) Agricultural Land Reform in South Africa, Oxford University Press [Cape Town].

VILJOEN, M. (2005) South African Agricultural Policy 1994-2004: Some Reflections, Agrekon 44(1).

WEGERIF, M., B. RUSSELL, I. GRUNDLING (2005) Still searching for security: The reality of farm dweller evictions in South Africa. Nkuzi Development Association, [Polokwane], Social Surveys [Johannesburg]

WILLIAMS, G., J. EWERT, J. HAMANN, N. VINK, (1998) Liberalizing markets and reforming land in South Africa, Journal of Contemporary African Studies 16(1): 65-94.

DOI : 10.1080/02589009808729621

Entretiens en 2014 (octobre), 2013 (mars), 2012 (septembre) et 2011 (mars) avec les résidents noirs des fermes et PGR dans les municipalités de Makana et de Sundays Valley dans la région de Sarah Baartman [Cacadu District] au Cap Oriental, ainsi que dans la Breede Valley du Cap Occidental, avec des gestionnaires et propriétaires de plusieurs réserves de faune privées, des fonctionnaires à Grahamstown, au Cap et à Prétoria, des universitaires à Rhodes et à NMMU, des ONG : Eastern Cape Agricultural Research Project (ECARP), Southern Cape Land Committee (SCLC), Legal Aid Centre à Grahamstown, des syndicats : Food & Allied Workers Union (FAWU) et South Africa Commercial, Catering and Allied Workers Union (SACCAWU).

Notes

1 Des appropriations de terres agricoles à grande échelle (par achat ou location) constituent un phénomène croissant en Afrique et dans le monde visant des fins commerciales diverses : agriculture industrielle et agrocarburants, investissements financiers, tourisme ou encore spéculation foncière. Souvent qualifiées de « *land grabbing* » ou de « *green grabbing* » (espaces naturels) elles peuvent paraître parfaitement légales, bénéficiant de l'appui de l'État, d'entreprises privées ou d'autorités traditionnelles en milieu rural qui agissent à la limite de la légalité et sans transparence, et en déplaçant ou déposédant des populations locales comme un fait accompli. Au sein de ce champ d'étude critique en pleine essor voir entre autres Evers *et al* 2013, Fairhead *et al* 2012, www.cornell-landproject.org/activities/2012-land-grabbing-conference/papers, Sarr 2014, l'ONU : www.fao.org/news/story/fr/item/19976/icode, De Schutter 2011.

2 Il existe aussi une gamme de tourisme et d'hébergements dans les réserves privées au service des classes moyennes, mais celle-ci ne figure pas de manière centrale dans les calculs et les priorités de l'industrie. De plus en plus les nombreuses réserves publiques acceptent aussi la construction de concessions et de logements luxueux.

3 Un opérateur se lamente ainsi du fait que « *les riches ont détourné le marché [des lodges]* », le surchargeant avec la construction d'hôtels extravagants dans la brousse (Thomas 2012: 35). Pour un ouvrier agricole sud-africain, une nuitée et safari dans ces réserves privées haut de gamme représente en moyenne plus d'un an de salaire.

4 La plupart de mes recherches s'inscrivent dans un projet interuniversitaire de 2008 à 2013 intitulé Farm dwellers, the forgotten people? Consequences of conversions to private wildlife production in KwaZulu-Natal and Eastern Cape provinces financé par l'organisation nationale de recherche scientifique néerlandaise NWO-WOTRO. Ma participation à ce travail pendant deux ans et mes analyses ont bénéficié des recherches et des conclusions initiales provenant de

l'équipe dans son ensemble, d'un chapitre collectif (Andrew, Brandt et al 2013), et de plusieurs présentations à des conférences internationales et en France pendant la période de 2010 à 2014. Un suivi indépendant et d'autres entretiens ont été réalisés en septembre 2012 et en mars 2013.

5 Les recherches couvraient plusieurs des PGR appartenant au groupe Indalo ainsi que d'autres réserves privées d'un niveau similaire dans la région. Étant donné la fraternité relativement proche au sein de l'industrie du tourisme de la faune et la réticence généralisée envers les enquêtes sur la main d'œuvre noire dans les zones agricoles commerciales 'blanches', une étude indépendante et complète des réserves privées haut de gamme serait très difficile à réaliser convenablement. Pourtant, le contact établi avec celles qui ont coopéré et ont répondu à certaines des questions a permis une analyse assez claire de la situation, en association bien sûr aux observations des nombreux autres acteurs sociaux interviewés.

6 Les réserves privées sont qualifiées parfois d'« éco-tourisme ». Théoriquement l'éco-tourisme est « non-consommateur » de la nature, c'est-à-dire, organisé pour observer la faune et non pas pour la chasse ; pourtant ce terme est controversé, puisque les avantages écologiques de ces espaces naturels créés pour ce type de tourisme ne sont pas toujours très nets, et par ailleurs, des demandes de clients souhaitant participer aux deux activités sont souvent satisfaites.

7 Prof. van Niekerk, Nelson Mandela Metropolitan University, cf Andrew *et al* 2013:108.

8 Le site web d'Indalo énumère les réserves-membres suivantes: Amakhala, Kariega, Kwandwe, Pumba, Shamwari, Lalibela, Hopewell, Kuzuko, Sibuya et Samara (indaloconservation.org.za).

9 Dans la partie « conservation » de la grande PGR de luxe, Shamwari, des animaux de moyenne taille sont élevés pour nourrir la faune que les visiteurs observent dans l'autre partie de la réserve. On est loin de l'environnement naturel exalté dans les brochures touristiques.

10 L'agriculture commerciale contribue à un modeste pourcentage du PNB et elle est très centralisée, comme d'autres secteurs de l'économie sud-africaine. Au-delà des exploitants individuels, un petit nombre de grands conglomérats, de coopératives centrales et d'entreprises agroalimentaires dominent la production, effectuant des opérations importantes en amont et en aval, dans la transformation et la distribution (Stats South Africa 2005).

11 van Zyl 1996, Williams 1998, Greenberg 2003, Andrew 2005. Toutefois, à la différence des agriculteurs noirs, même sans les subventions publiques directes, les fermiers blancs continuent de profiter de la concentration des segments dans toute la chaîne de valeur, que ce soit dans le transport, la transformation, le commerce, les finances, la vente au détail et/ou la commercialisation, et ils sont intégrés à des groupes de matières premières et de lobbies très organisés.

12 Pourtant il ne s'agit pas seulement de terres marginales pour des réserves de faune privées, comme l'allègent souvent les défenseurs de l'industrie (Dry 2015), mais aussi de terres utilisées auparavant pour les cultures, comme on a pu observer dans la région étudiée.

13 Entretien, Department of Labour, Grahamstown, 2011.

14 Une brochure promotionnelle de la Pumba Private Game Reserve & Spa annonçait que « Les clients soutiennent les familles élargies de tous ceux qui travaillent au pavillon à travers les emplois créés, et aident la restauration de l'habitat naturel de la région ».

15 L'appropriation de la nature pour des fins commerciales s'appuie souvent sur des arguments d'environnement : la croissance économique est forcément liée à la 'modernisation écologique' (Fairhead *et al* 2012: 240) ; voir aussi Guyot 2011, Brooks *et al* 2011, Brockington 2006.

16 Les *labour tenants* sont des familles de paysans noirs qui travaillent dans les fermes détenues par les blancs en échange d'un lopin de terre et une petite rémunération. Il y a de nombreuses variantes dans les arrangements informels ou contractuels en Afrique du Sud (Andrew 1999, 2015).

17 Masinga 2012. Il existe une abondante littérature scientifique et associative qui évalue la réforme sud-africaine. Voir entre autres Plaas.org.za, Ntsebeza & Hall 2007, Andrew 2014, 2009, ANC 2009, AFRA.co.za, Tshintsha Amakhaya : sites.google.com/site/tshintshaintranet/key-issues/land-reform.

18 Deux principales lois ont été promulguées: le *Land Reform (Labour Tenants) Act* de 1996 et (ESTA) *l'Extension of Security of Tenure Act* de 1997 qui avaient pour objectif d'arrêter les expulsions faciles et arbitraires des ouvriers agricoles et d'établir le droit pour des résidents des fermes d'acheter (une partie) des terres qu'ils occupent et travaillent, selon des conditions particulières.

19 Le populisme de l'ANC se caractérise par son invocation persistante, dans ses discours politiques, à ses promesses à la population noire d'éliminer les inégalités socio-économiques (travail, éducation, santé et services pour tous), les injustices et autres formes d'oppression subies (y compris la dépossession historique) afin de préserver cette base sociale électorale en constant effritement ; parallèlement il promet à la minorité blanche stabilité économique et foncière, et que leur position sociale et mode de vie privilégié (fondés sur tout ce qu'il s'engage discursivement à supprimer pour la population noire défavorisée) ne seront pas en danger. En réalité les politiques de l'ANC et son orientation s'alignent sur ce deuxième discours, et ont très peu modifié la donne sociale ; par conséquent, malgré des changements juridiques importants, elles font l'objet de vagues de contestations populaires depuis la transition négociée.

20 Voir le *Land Tenure Security Bill* (RSA 2010), le *Green Paper* (DRDLR 2011), *ESTA Amendment* (DRDLR 2013) et *Strengthening the relative rights of people working the land* (DRDLR 2014).

21 Voir Eastern Cape Agricultural Research Project: www.ecarp.org.za, Southern Cape Land Committee: www.sclc.org.za, Nkuzi Development Association: www.nkuzi.org.za; Entretiens 2014, 2011.



22 Livret d'identité obligatoire qui réglementait les mouvements de la population noire.

23 Plus d'un million d'expulsions ont eu lieu pendant la période de 1994 et 2004 ; voir Wegerif *et al* 2005.

24 Les propriétaires ne construisaient pas de clôtures autour des maisons des résidents noirs et ne proposaient pas d'autres mécanismes de protection contre la faune sauvage car ils cherchaient à les faire partir.

25 J'ai réussi à trouver un homme dont le père avait refusé d'être expulsé d'une exploitation autour du village de Sidbury au moment où une entreprise créait une grande réserve de faune privée sur les terres avoisinantes. Sa famille et sa communauté y résidant ont été dispersées dans la région, mais suite à la résistance prolongée de son père, la Réserve de Kwantu a fini par lui acheter un terrain afin de le déloger, à 30 km des fermes de Sidbury. Il y est décédé peu après. Le fils a repris le terrain (où il avait lancé un projet d'élevage de volailles pour que sa communauté déplacée puisse en profiter) et continue de se battre auprès des autorités locales pour accéder à des terres près de Sidbury par le biais de la réforme foncière pour que la communauté arrive à nouveau à vivre ensemble. L'église 'blanche' du village en est le propriétaire actuel et exige un prix exorbitant (99 000 euros/hectare) afin d'éviter qu'elle s'y installe. Derrière une clôture, des lions prélassent à l'entrée de la PGR située en face de cette église, dont les tombes du cimetière portent les noms des principaux propriétaires fonciers de la région, tout près de l'école et de l'autre église fréquentées par les habitants noirs des fermes. (Entretiens et multiples communications personnelles avec S. Mani 2011 à 2014).

Table des illustrations

	Titre	Famille d'ouvriers agricoles habitant un township rural près de Port Elisabeth au Cap Oriental après avoir été déplacé d'une exploitation commerciale blanche convertie à une réserve privée de faune.
	Crédits	Photo : N. Andrew
	URL	http://journals.openedition.org/aof/docannexe/image/7929/img-1.jpg
	Fichier	image/jpeg, 124k
	Titre	Des lions prélassent à Sidbury au Cap Oriental
	Légende	Le propriétaire d'une grande réserve privée et d'hébergements 5-étoiles a fait expulser toute une communauté de résidents noirs (farm dwellers) travaillant dans les fermes commerciales alentour. Malgré des droits fonciers théoriques dans le cadre de la réforme foncière sud-africaine, ces familles n'arrivent pas à avoir accès à des terres pour se pour rétablir leur communauté.
	Crédits	Photo : N. Andrew
	URL	http://journals.openedition.org/aof/docannexe/image/7929/img-2.jpg
	Fichier	image/jpeg, 153k

Pour citer cet article

Référence électronique

Nancy Andrew, « Concentration des terres agricoles sud-africaines », *Anthropology of food* [En ligne], S11 | 2015, mis en ligne le 09 novembre 2015, consulté le 05 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aof/7929> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aof.7929>

Auteur

Nancy Andrew

Sociologue du développement et chercheuse associée au centre de recherche multidisciplinaire Les Afriques dans le Monde (LAM) à Sciences Po Bordeaux. nandrew@larrisa.eu

Droits d'auteur



Anthropologie of food est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.